L'Abeille de la Nouvelle-Orleans.

JOURNAL OFFICIEL DU CONSEIL GENERAL ET DE LA PREMIERE MUNICIPALITE—NOUVELLE-ORLEANS, SAMEDI MATIN, 5 MAI 1849.

Imprimé et publié par
MAGNE & WEISSE.
No. 83, rue de Chartres.

NOUVELLE-ORLEANS
SAMEDI MATIN, 5 MAI 1849.

AVIS.

L'ABEILLE paraît à la campagne à [illegible] par la poste, aux propriétaires de [illegible] MM. les planteurs [illegible] notre bureau de la [illegible] M. Gaston Gaudet, De La Nouvelle [illegible] Bayou Lafourche.

MAGNE & WEISSE.

Carondelet. Le fleuve s'est creusé une issue [illegible] dernier dans les terres de M. P. Sauvé, paroisse Jefferson, environ quinze milles de la Nouvelle-Orléans, sur la rive gauche du fleuve. Les habitants de la ville ont immédiatement expédié des secours à M Sauvé. Si la crevasse ne fut pas une comblée, il est à craindre que toute la partie inférieure de la Nouvelle-Orléans ne soit inondée.

Il paraît que la crevasse avait environ cent cinquante pieds de largeur. Nous espérons que l'on réussira à opposer une barrière aux eaux car en suivant la pente naturelle du terrain elle doivent infailliblement atteindre la ville et submerger ses faubourgs.

NOUVELLES DU CAMBRIA.

Nous avons sous les yeux de nouvelles dépêches transmises par le télégraphe. Nous leur empruntons ce que nous n'avons pas encore publié.

Il y a en ce moment à l'Assemblée nationale [illegible] des amendements proposés par des députés et [illegible] Parmi ces amendements, il en est un qui [illegible] Napoléon et [illegible] Bonaparte.

Il paraît qu'il a été question de nommer M. Marrast, chevalier de la légion d'honneur, mais la chose n'en ne sera publiée officiellement qu'après que le général Cavaignac voudra de son côté accepter quelque marque de distinction.

Le gérant du journal *Le Peuple* a été condamné à trois mois de prison et à une amende de [illegible] francs.

La *Presse* annonce que ni la France ni l'Angleterre n'interviendront dans les négociations qui doivent avoir lieu prochainement à Vérone pour arrêter les bases d'un traité de paix entre l'Autriche et le Piémont.

Deux cent cinquante habitants de Londres formaient l'avant-garde de la députation anglaise, avant qu'elle eût été accueillie avec [illegible] grande cordialité par les autorités. Les A. s'entendent à la gare nationale de Paris [illegible] qu'ils en ont reçu il y a quelques [illegible]

Le choléra fait de grands ravages parmi les [illegible] qui campent dans le voisinage de Paris.

Des lettres de Dourlers annoncent que les prisonniers de Bourges sont arrivés dans cette [illegible] sans accident.

Barbet et Albert ont été placés dans la même [illegible] Banquart Fiuste dans une autre, Rasbal et Sobrier dans une troisième.

Il paraît de Perpignan qu'une sanglante bataille a eu lieu en Catalogne entre les troupes de la reine et les insurgés. La même lettre ajoute que Cabrera a été tué.—Le comte de Montemolin suivant le même correspondant, [illegible] regarde aux soins duquel il s'était [illegible] dans un village de France.

Les autorités se sont immédiatement emparées de lui.

L'Autriche. Le bruit courait hier que les nouvelles [illegible] avaient été reçues en [illegible] Les commentaires allaient assez [illegible]

Il paraît que le [illegible] Vienne, pour laderniere fois, le chef-d'œuvre de Donizetti, *Lucie de Lammermoor*, avec [illegible] pour la dernière fois [illegible] la troupe

Il paraît que le grand lac d'artifice sera tiré [illegible] l'Place d'Armes. Le produit de la [illegible] en faveur de la société de bienfaisance Autrichienne. M. Catoir a préparé les [illegible] pour représenter l'assaut de Montebello. Ce sera un magnifique spectacle.

SAINT-DOMINGUE. — Nous voyons avec plaisir que le capitaine Arnaud, un de nos marins [illegible] a été nommé, à la suite d'un commandement de la marine à vapeur *Isthmus*. Ce steamer est [illegible] voyages de New York en touchant à Havane.

CANADA. — [illegible] continue à nous [illegible] sur les troubles qui [illegible] Canada. La ville de Montréal [illegible] a été livrée au pillage et [illegible] le 28 avril. Le gouvernement, pour remettre le désordre, avait armé [illegible] Canadiens-français. La vue de [illegible] a excité les rebelles, et vingt de [illegible] ont été tués. On estime à [illegible] Canadiens-français [illegible] Anglais sont tombés [illegible] Depuis quelque temps [illegible] Canada. Le gouvernement s'est [illegible] de désarmer les constables.

Des troupes sont arrivées dans toutes les parties de la province. Parmi les corps [illegible] on remarque le régiment de feu Lord Elgin et le [illegible] qui a été [illegible]

Le gouvernement a pris les [illegible] pour la défense de la province. A Montréal, des pièces d'artillerie [illegible] à l'extrémité de chaque rue [illegible] et [illegible]

Le bétail continue à [illegible] Toronto et dans d'autres [illegible] Kingston, Montréal et Québec, mais nous n'avons aucune nouvelle authentique.

L'Irlande continue à nous arriver des relevés de la dernière élection de la Virginie. Dans la ville de Norfolk, le candidat whig a obtenu 306 voix de majorité. Dans la ville d'Petersburgh, nous aimons aussi les majorités. Dans [illegible] de Richmond, le candidat whig a jusqu'à présent 264 voix de plus que son concurrent locofoco. Le résultat général ne sera connu que dans quelques jours.

L'Espagne. — On connaît l'esprit satirique de Prentice, rédacteur du *Louisville Journal*. Lisant sur *l'Union* disant : " Le [illegible] est en très bonne santé ; il ne [illegible] aux portes "—Ce n'est pas étonnant, répond M. Prentice, l'exercice est excellent pour la santé, et nous voyons que l'administration whig [illegible] se promener tous les jours [illegible] ministères.

Le brick *Sarah Lewis*, parti de [illegible] 29 mars, est arrivé il y a [illegible] New York. La loi maritale a [illegible] capitale de la république [illegible] Tous les citoyens en état de porter [illegible] ont été mis en état [illegible] à la frontière de Lombardie qu'avaient [illegible] contre Saint-Domingo. Les Dominicains [illegible] par le président en personne [illegible] de son côté, commande les [illegible]

On pressait que le combat aurait lieu dans le voisinage d'Azua. C'est sur ce point que la [illegible] principale a débarqué sous cette hommes de [illegible]

Des nouvelles encore plus récentes nous apprennent que les deux armées en sont venues aux mains et que le président Soulouque s'est emparé des villes de Los Maths et de San Juan [illegible] Il a [illegible] beaucoup de Dominicains et fait un grand nombre de prisonniers. Cette bataille, très [illegible] pour la république de l'Est, a été livrée dans la matinée du 18 mars. Le combat [illegible] a été [illegible] aux généraux Bobo, [illegible] Michel, et le président est retourné à Port au Prince avec le reste de l'armée. Un corps de trois cents hommes a traversé Maragoane le 2 avril pour rejoindre le président à Port au Prince. D'autres troupes se concentrent à Cayes pour augmenter l'effectif de l'armée et tenter un coup décisif contre la république de Los rebelles.

Le [illegible] a reçu à Baltimore des nouvelles de Rio Janeiro jusqu'au 20 mars. Elles [illegible] mouvement des détails sur les troubles qui [illegible] avec Pernambuco le 2 mars. Les troupes du gouvernement et les libéraux se sont mutuellement attaqués avec fureur, mais ces derniers ont eu le dessous et ont dû battre en retraite après un combat acharné de trente heures et une perte de sept à huit cents hommes, tant [illegible] premiers. Le chef des rebelles nommé Nunes Machado a été tué au commencement de l'action.

L'empereur, en apprenant ce qui se passait à Pernambuco, s'est décidé à démordre les chambres. On ne sait pas encore si cette mesure calmera l'opposition. En attendant, le commerce est entièrement paralysé et il ne se fait que fort peu d'opérations sur la place.

[Communiqué.]

QUELQUES MOTS AU CONSEIL

A PROPOS DES LECTURES DE M. DUFAU.

Messieurs,

Je m'abstiens d'ordinaire, comme tant d'autres, de lire vos délibérations et je me suis généralement, comme tant d'autres, bien trouvé de cette abstention : ce matin, néanmoins, j'étais malencontreusement les yeux sur une gazette d'outre-Canal, et, à ma grande surprise, j'ai une résolution retirant à M. L. Dufau l'autorisation que vous lui aviez gracieusement accordée de continuer ses lectures dans la salle de vos délibérations ; vous motivez cette mesure injurieuse prise à l'égard d'un homme qui jusqu'alors n'a mérité que de la reconnaissance de la part de notre population, en vous appuyant sur l'*impudence* d'une lettre qu'il vous a adressée pour se plaindre de la conduite du concierge.

Une lettre *impudente* au Conseil.... de la part de M. L. Dufau, homme de savoir-vivre, de bon ton, de bonne éducation, et qui n'avait, Messieurs, que des actions de grâce à vous rendre, cela me paraît incompréhensible et d'une gravité telle que je résolus d'attendre de plus amples informations avant de porter un jugement définitif, car j'étais ré-fait à la triste alternative ou de regarder M. Dufau comme un *impudent* ou de vous tenir pour souverainement injustes. L'impertinence de ce monsieur, [illegible] mettez-moi de le traiter un instant comme vous l'avez fait,me semblait avoir dû être d'autant plus grave, que la rumeur publique nous laisse savoir que le langage tenu dans vos délibérations n'est pas toujours très parlementaire.

Or ce soir je lis dans le *Courrier* la lettre à vous adressée par M. L. Dufau et je l'avoue, Messieurs, malgré tout le souci que j'ai de votre caractère, malgré toute l'attention que j'ai portée à la lecture de ce message, je n'ai rien vu qui pût motiver une résolution aussi injurieuse de la part d'un corps qui est censé renfermer en lui toute la dignité et toute la justice de la population qu'il représente.

La résolution a été présentée par M. Duncan ; cela ne surprend pas de la part d'un homme qui semble peu sympathique aux populations franco-américaine et créole, mais ce qui étonne au-delà de toute expression, c'est que M. Duncan ait réussi à se faire appuyer par ceux qui soutaux Conseil pour représenter ces populations. Ah ! Monsieur Duncan, que vous devez être sous cape !

Ce qui, dans cette affaire, ne surprend pas le moins, Messieurs, c'est que M. Dufau a été condamné sans avoir été entendu, sans information aucune, sur le simple témoignage du concierge. Ainsi le veut la démocratie ; ô pays de liberté !..... ô terre promise !..... ô paradis..... des hommes en place !.....

Lorsque M. Dufau vous écrivit, il y a quelques semaines, pour vous prier de mettre à sa disposition la salle de vos délibérations afin d'y délivrer tous les vendredis une lecture sur l'histoire de France, votre réponse fut ce qu'elle devait être, affirmative et pleine de bienveillance en cette occasion, comme en toute autre analogue, vous avez un guide sur, c'était de consulter l'intérêt de vos commettants. Les lectures de M. Dufau pouvaient-elles être nuisibles à la population, votre devoir était d'obtempérer à sa demande ? Ce n'était pas à M. Dufau directement, que vous rendiez hommage en cette circonstance, mais à vos commettants qui vous avaient toujours gré d'accueillir les hommes de talent et de rendre leur développement facile.

Ces lectures de M. Dufau furent-elles détestables, c'était une innovation pleine d'avenir, c'était l'impulsion donnée, les instituteurs n'auront pas manqué en présence d'un essai généreusement appuyé par les autorités municipa en. Aussi la population vous a-t-elle su gré de l'accueil bienveillant que vous avez fait tout d'abord à M. Dufau. Mais voilà que sans raison plausible, sur la déposition d'un concierge irrité, vous retirez à M. Dufau l'usage de votre salle, allégu ant la prétendue *impudence* d'une lettre pleine de reconnaissance, de bonnes et de convenances et dans laquelle l'homme le plus susceptible, lui-même ou une récompense honnête, ne pourrait découvrir une expression qui fasse l'injure.

Messieurs, que des actions de grâce à vous rendre, cela me paraît incompréhensible et d'une gravité telle que je résolus d'attendre de plus amples informations avant de porter un jugement définitif, car j'étais ré-fait à la triste alternative ou de regarder M. Dufau comme un *impudent* ou de vous tenir pour souverainement injustes. L'impertinence de ce monsieur, [illegible] mettez-moi de le traiter un instant comme vous l'avez fait,me semblait avoir dû être d'autant plus grave, que la rumeur publique nous laisse savoir que le langage tenu dans vos délibérations n'est pas toujours très parlementaire.

Or ce soir je lis dans le *Courrier* la lettre à vous adressée par M. L. Dufau et je l'avoue, Messieurs, malgré tout le souci que j'ai de votre caractère, malgré toute l'attention que j'ai portée à la lecture de ce message, je n'ai rien vu qui pût motiver une résolution aussi injurieuse de la part d'un corps qui est censé renfermer en lui toute la dignité et toute la justice de la population qu'il représente.

La résolution a été présentée par M. Duncan ; cela ne surprend pas de la part d'un homme qui semble peu sympathique aux populations franco-américaine et créole, mais ce qui étonne au-delà de toute expression, c'est que M. Duncan ait réussi à se faire appuyer par ceux qui soutaux Conseil pour représenter ces populations. Ah ! Monsieur Duncan, que vous devez être sous cape !

Ce qui, dans cette affaire, ne surprend pas le moins, Messieurs, c'est que M. Dufau a été condamné sans avoir été entendu, sans information aucune, sur le simple témoignage du concierge. Ainsi le veut la démocratie ; ô pays de liberté !..... ô terre promise !..... ô paradis..... des hommes en place !.....

Lorsque M. Dufau vous écrivit, il y a quelques semaines, pour vous prier de mettre à sa disposition la salle de vos délibérations afin d'y délivrer tous les vendredis une lecture sur l'histoire de France, votre réponse fut ce qu'elle devait être, affirmative et pleine de bienveillance en cette occasion, comme en toute autre analogue, vous avez un guide sur, c'était de consulter l'intérêt de vos commettants. Les lectures de M. Dufau pouvaient-elles être nuisibles à la population, votre devoir était d'obtempérer à sa demande ? Ce n'était pas à M. Dufau directement, que vous rendiez hommage en cette circonstance, mais à vos commettants qui vous avaient toujours gré d'accueillir les hommes de talent et de rendre leur développement facile.

Ces lectures de M. Dufau furent-elles détestables, c'était une innovation pleine d'avenir, c'était l'impulsion donnée, les instituteurs n'auront pas manqué en présence d'un essai généreusement appuyé par les autorités municipa en. Aussi la population vous a-t-elle su gré de l'accueil bienveillant que vous avez fait tout d'abord à M. Dufau. Mais voilà que sans raison plausible, sur la déposition d'un concierge irrité, vous retirez à M. Dufau l'usage de votre salle, allégu